

L'envers du décor

Pour une autre politique de la ville

Jean-Marie Petitclerc (71),
prêtre, éducateur spécialisé, dirigeant l'Association "Le Valdocco"

Alors que le calme revient peu à peu dans les cités – et telle ne pouvait être que la première priorité d'action –, il est temps de commencer à réfléchir. Comment en est-on arrivé là, après plus de quinze années de politique de la ville menée en faveur des populations de ces quartiers? Les jeunes les plus violents comptent parmi ceux qui sont nés avec cette politique, et qui donc en ont bénéficié depuis leur tendre enfance!

Un déclenchement inattendu de violences prévisibles

L'embrasement des quartiers s'est effectué à partir d'événements déclencheurs sur une situation qui, malgré les efforts déployés par tant de gouvernements de droite comme de gauche, n'a cessé de se dégrader.

Il est vrai que la dernière quinzaine d'octobre est toujours une période de tension dans les cités. Bien des jeunes, qui rêvaient durant l'été de repartir d'un bon pied à l'école ou en apprentissage, se retrouvent sans affectation scolaire, sans employeur acceptant de signer un contrat avec eux. Et au premier novembre, les jeux sont faits. C'est la rage!

Et ces derniers jours d'octobre coïncidaient, cette année, avec la fin de la période de ramadan, et l'excitation bien compréhensible des temps de rupture du jeûne!

La maladresse d'une visite ministérielle

Vraiment, la période était mal choisie par le ministre de l'Intérieur pour venir inaugurer, en pleine nuit, un

commissariat de police sur la dalle d'Argenteuil, commissariat qui d'ailleurs a été incendié quelques jours après!

Le comité d'accueil fut à la hauteur de ce qui fut vécu par les jeunes comme une provocation. Et les propos du ministre, traitant indistinctement tous ces jeunes de racaille, jetèrent de l'huile sur le feu.

Certes étaient présents chez tous ces jeunes prêts à en découdre quelques caïds, qui tiennent l'économie parallèle et veulent s'approprier le territoire. Et il est indispensable de s'opposer fermement à leurs comportements. Mais réagir fermement face à des comportements inacceptables peut se faire dans le respect des personnes. N'est-ce pas à nous, adultes, de ne jamais être pris en défaut en termes de respect, si nous voulons que les jeunes nous respectent. Comment une police qui ne respecterait pas la personne des jeunes, même en contrecarrant leurs projets, pourrait-elle prétendre au respect? D'autant que, parmi ces jeunes, qualifiés de racaille sur les écrans du 20 heures, beaucoup voulaient seulement exprimer leur mal-être. Il y a trop d'échec scolaire, trop de chômage, trop de précarité. Comment

alors se projeter dans l'avenir? Comment construire sa vie de jeune? Et les voilà qui utilisent maladroitement la violence comme un cri d'existence, seul moyen selon eux d'affirmation de soi. Certes, il ne s'agit pas de les excuser... la violence est inacceptable... mais de chercher à comprendre.

Le drame de Clichy

Et voici que quatre jours après – catastrophique coïncidence – surgit le drame de Clichy : la mort tragique de deux adolescents qui voulaient se dérober à un contrôle de police et croyaient sans doute être poursuivis.

On sait aujourd'hui qu'un tel drame peut être facteur d'embrasement. Ce fut tant de fois le cas dans le passé. Mais on a appris aussi comment le gérer pour que cet embrasement ne soit pas inéluctable.

J'écrivais en février 2004¹ :

" Bon nombre de scénarios d'émeutes urbaines ont pour point de départ la mort accidentelle d'un jeune. Pour les copains du quartier, pour lesquels la vie familiale est un fiasco, les études sont un échec, l'avenir professionnel est bouché, cette confrontation à la mort d'un camarade constitue véritablement une confrontation au néant, et l'émotion est à son comble. Le mal-être trop intense fait que tout peut alors facilement dégénérer en violence. Le discours tenu à cette occasion par les institutions et les pouvoirs publics

est le plus souvent inadapté, et ne peut que contribuer à l'accentuation du phénomène.

Là encore, une illustration éclairera mieux le propos qu'un long discours. Imaginez que vous ayez perdu votre meilleur ami dans un terrible accident de voiture une nuit de week-end. Imaginez que le lundi matin, vous parlez de ce drame à votre chef de service, et qu'il vous réponde : *“Vous savez, lorsqu'on a un gramme d'alcool dans le sang, on ne prend pas le volant –, il s'agit là d'une grave transgression du code de la route. Et puis, que faisait votre ami sur la route à 3 heures du matin ? Il serait resté tranquillement chez lui, rien de tout cela ne serait arrivé!”* Je pense que vous seriez alors saisi par une bouffée d'agressivité ! Ce type de discours est générateur de violence. Seules sont apaisantes des paroles de compassion.

Il en va de même dans ces scénarios aigus de violences urbaines. Bien souvent, la seule parole que les jeunes entendent du monde adulte est une parole de justification.

Prenons l'exemple d'un jeune de 17 ans franchissant un barrage de police avec une voiture volée. Les policiers tirent, et le jeune homme meurt. Le discours tenu par les institutions se résume souvent à : *“Il n'avait qu'à pas voler la voiture. Il n'avait qu'à pas franchir le barrage... et rien de tout cela ne serait arrivé!”* Un tel discours est bien sûr fondé. Cet accident n'est évidemment pas lié au hasard, ni à la volonté qu'auraient eu les policiers de tuer ce jeune. Et il faudra, le moment venu, faire comprendre aux jeunes la portée des risques qu'ils prennent. Mais, dans l'instant, un tel type de discours est forcément générateur de colère, car il est insupportable tant que le travail de deuil n'a pas été effectué. Le seul discours audible par les jeunes en cet instant ce sont des paroles de compassion : *“Ce n'est pas possible de mourir à 17 ans dans la flaque de son propre sang!”*

J'ai beaucoup travaillé, durant les années 1990-2000, avec Pierre Cardo, député-maire de Chanteloup-les-Vignes. À plusieurs reprises, des décès tragiques de jeunes ont failli conduire à des situations d'émeute. Si nous

avons pu arrêter ce processus, c'est parce que nous avons refusé d'entrer dans un discours de légitimation de l'Institution, mais que nous avons su nous rendre proches de la souffrance des jeunes. Le travail des agents de médiation sociale, qui a permis, dans ces moments de grande tension, de favoriser le dialogue avec les jeunes, a été remarquable.

La seule manière de prévenir ces grandes flambées de violence urbaine, c'est d'apprendre à accompagner le travail de deuil des amis du disparu, car seule la réalisation de ce travail peut permettre la décrispation. Si celui-ci n'est pas fait, la situation dégénère rapidement, avec la présence d'autres jeunes qui sauront prétexter ce drame pour laisser libre cours à leurs envies de dévastation.”

Et voici qu'à Clichy, les autorités tombent une nouvelle fois dans le panneau ! Le discours tenu par le seul ministre qui s'est exprimé, Monsieur Sarkozy – comment expliquer le silence des autres ? Le ministre de l'Intérieur serait-il devenu celui de la banlieue ? – fut un discours de justification de l'Institution : *“Ce n'est pas la faute de la police, c'est leur faute.”* On sait qu'un tel discours est générateur de violence !

L'embrassement des cités

Une fois que le feu a pris dans une cité, il a tendance à se propager. Et il faudrait ici parler de la grande évolution, depuis les années quatre-vingt-dix, de la communication entre cités : portables, Internet, blogs... Et voici que les jeunes découvrent qu'en mettant le feu en même temps dans plusieurs cités, ils mettent en difficulté les forces de l'ordre. Celles-ci ont la capacité de pouvoir quadriller simultanément deux ou trois cités par département, pour éviter toute échauffourée. Mais quand les émeutes se sont propagées dans plus de trois cités à la fois, alors elles ne peuvent plus prévenir, mais ne font que courir.

Le ministre de l'Intérieur avait dit *“Si vous n'êtes pas sages, je vous enverrai les CRS.”* Les jeunes des cités ont relevé le défi, et ont savouré l'impression de l'avoir gagné. Impression seulement, car comment se considérer

gagnant avec une telle casse ! Quinze années d'efforts menés par tant d'habitants, d'élus, de fonctionnaires, de militants associatifs pour travailler à l'émergence d'une autre image de ces quartiers sont partis en fumée avec la large médiatisation de ces émeutes !

Une telle médiatisation a, on le sait, des effets de propagation, des jeunes souhaitant que leur cité, calme jusqu'à présent, puisse passer au 20 heures. Il me semble qu'il faut plus chercher les raisons de cet embrasement dans cette logique de défi, plutôt que dans je ne sais quelle stratégie menée par je ne sais quelle bande organisée.

Le plus terrible, c'est de voir des adolescents, parfois très jeunes, poser des actes graves (incendies de voitures, de bus, d'établissements publics, caillassage de pompiers, de policiers) sans aucune conscience de la gravité de leurs actes !

Et lorsqu'ils sont interpellés, et qu'ils sont confrontés individuellement devant le juge à leurs responsabilités, ils tombent de haut. La justice se veut alors exemplaire en se voulant ferme. Et le fossé se creuse davantage avec les jeunes de la cité : pourquoi eux seuls sont lourdement condamnés alors que tant d'autres commettaient les mêmes actes !

Le retour au calme

Saluons le sang-froid des forces de l'ordre qui, malgré tant de blessés en leurs rangs, n'ont quasiment jamais commis de graves dérapages, qui auraient pu avoir dans un tel contexte d'effervescence de funestes conséquences.

Mais ce fut une erreur de penser (une de plus !) que le retour au calme pourrait s'effectuer par une seule stratégie d'ordre policier. C'est lorsque les habitants ont commencé à descendre de leurs balcons que le calme est revenu. Plutôt que désigner les parents comme démissionnaires, en traitant leurs enfants de racaille (c'est dur d'entendre cela quand on est parent !), n'aurait-il pas fallu les appeler plus tôt à leurs responsabilités, en leur disant combien la République comptait sur eux pour faire revenir le calme.

Quelles leçons tirer ?

Voici donc que peu à peu le calme revient. Et de nombreuses questions se posent...

Une logique de ghetto

Pourquoi commettre de tels dégâts dans leur propre cité ? Brûler les voitures de pauvres gens ? Dégrader les équipements collectifs qui leur sont destinés (école, gymnase, maison de jeunes) ?

Mais le seul lieu qu'ils connaissent, c'est leur cité : ils sont scolarisés dans leur cité, ils font leurs courses dans leur cité, ils font du sport dans leur cité... Là, ils se sentent chez eux, prêts à en découdre avec les forces de l'ordre, tant est grande leur connaissance du terrain, et en particulier des caves. Ailleurs bien sûr, ils se feraient coffrer tout de suite !

Pourquoi s'en prendre à l'école, non pas au collège, mais à l'école des petits ? J'entends tant de politiques s'effrayer de l'outrage commis à l'école de la République. Mais n'oublions pas que, pour ces jeunes, l'école c'est le symbole de l'échec. Combien en sortent illettrés, sans qualification, sans possibilité d'insertion dans la vie professionnelle ! Et pourtant, ils sont intelligents, ces jeunes. Alors ils ont compris que tout se jouait dès le début du parcours de scolarisation. Et l'école devient la première cible.

Mais à quoi servent tant de violences ? Quelles sont leurs revendications ? Malheureusement, il n'y en a aucune, tant ils sont dans l'incapacité de pouvoir mettre en mots les raisons de leur mal-être, et des propositions pour en sortir. Il leur reste seulement l'usage de la violence pour exprimer leur révolte et manifester leur désir d'être pris en compte, à ceux qui disposent de si peu d'autres moyens d'expression, tant le déficit culturel est important.

Les conséquences sont malheureusement ravageuses pour eux-mêmes. Voici, une nouvelle fois, ces quartiers montrés du doigt comme mauvais, ces jeunes stigmatisés comme "racaille". Telle est la logique suicidaire du ghetto.

La faillite du système éducatif

La gravité de tels mouvements montre la faillite du système éducatif. Je parle ici de l'ensemble du système, constitué par la famille, l'école et la cité qui sont les trois lieux d'éducation.

Des parents en si grande difficulté qu'ils ont perdu confiance en leurs capacités à exercer leur fonction d'autorité. Il est urgent de développer des actions pour soutenir la parentalité.

Une école qui, de formidable outil de promotion sociale qu'elle était voici encore trente ans, est devenue un instrument de reproduction sociale. Il est urgent de réformer le système scolaire.

Une cité, où les habitants ne se sentent plus concernés par l'éducation de l'enfant qui n'est pas le leur. Il est urgent de restaurer la citoyenneté.

J'écrivais déjà, en 2004, dans la conclusion de l'ouvrage cité plus haut² :

"Il est nécessaire que tous les acteurs du champ éducatif acceptent de bouger dans les relations qu'ils entretiennent les uns avec les autres. Cessons de discuter sur le thème "c'est la faute à..."

D'aucuns rendent la famille responsable de tous les maux. "Avec ces parents démissionnaires, que voulez-vous faire avec les enfants ?" Mais si les parents, plutôt qu'être stigmatisés, avaient besoin d'être conseillés...

D'autres mettent en cause l'école, la chargeant de toutes les responsabilités. "Aujourd'hui, les enfants n'apprennent plus rien à l'école dans le registre de la morale et de la citoyenneté." Mais s'il s'agissait de ne pas demander à l'école de tout faire...

D'autres enfin accusent la société, et s'en prennent pêle-mêle à la corruption des politiques, au libéralisme économique, au déclin des églises, à la perversité des médias... Mais si la société, c'était nous tous...

Cessons de nous renvoyer constamment la balle. L'avenir de notre jeunesse est en péril. Il nous faut tous retrousser les manches dans notre mission éducative, en nous mettant d'accord sur des valeurs communes à transmettre, permettant de découvrir le plaisir du vivre ensemble et le sens de la vie (...)

L'éducation, c'est l'affaire de nous tous : parents, enseignants, animateurs, éducateurs, mais aussi simples citoyens, qui devons réapprendre à oser rappeler aux enfants de ce temps les règles de la vie commune.

Il y a urgence à déclarer la mobilisation générale de tous sur la tâche éducative.

C'est seulement à ce prix que nous pourrions gagner ensemble le combat contre la violence."

L'erreur commise

Face à un tel désastre, il est temps d'analyser les erreurs qui ont pu être commises.

Il me semble que la principale a consisté en la territorialisation de la politique de la ville. Nous avons dépensé, tout au long de ces quinze dernières années, des sommes importantes pour soutenir les écoles de quartier, les collèges de quartier, les institutions et les associations œuvrant dans ces quartiers. Mais tout cela n'a pas contribué à enrayer la spirale de la ghettoïsation.

Il nous faut reconnaître aujourd'hui que tous, que ce soit en matière de politique scolaire ou de politique de la ville, nous nous sommes collectivement trompés.

Prenons l'exemple des collèges. L'objectif des zones d'éducation prioritaire consistait à vouloir réduire l'écart entre les performances de ces collèges et ceux de centre-ville. Depuis vingt années d'une politique qui n'a cessé d'apporter des moyens à ces collèges, l'écart, loin de s'être réduit, s'est maintenu, voire aggravé.

Quelle est donc la grande différence entre un collège de centre-ville et un collège de ZEP ? Dans le premier, il est plutôt valorisant d'être premier de classe, alors que, dans le second, c'est dangereux : celui qui réussit devient la cible de la violence de ses camarades.

Je connais tant d'adolescents qui pourraient réussir, mais ne se l'autorisent pas par souci de maintenir leurs liens de camaraderie. C'est ce qu'Alain Bentolila qualifie dans son ouvrage *Tout sur l'école* (Éditions Odile Jacob) de phénomène de tribalisation de

l'échec scolaire. Il s'agit de revendiquer l'échec scolaire comme signe d'appartenance à la tribu. Vous pouvez alors mettre face à ces élèves les meilleurs enseignants, dotés de la meilleure pédagogie, ils ne peuvent mener leur tâche à bien, tant ils ne peuvent aider que celui qui a envie de réussir.

Maudite loi qui oblige dans ces quartiers l'enfant à être scolarisé avec celui qui le rackette, l'adolescent à être scolarisé avec les copains de la bande avec lesquels il ne cesse de rigoler ! La carte scolaire, qui était une excellente mesure lorsqu'il y avait de la mixité sociale sur le territoire, est devenue une terrible mesure dans les quartiers où une telle mixité n'existe plus.

Pour une autre politique de la ville

Et si, plutôt que concentrer les moyens sur les collèges en difficulté des quartiers en difficulté, on les avait répartis sur les établissements scolaires de l'agglomération pour que chacun puisse accueillir des élèves de ces quartiers.

Comme j'aime à le dire, lorsque, dans notre pays, on a scolarisé les enfants de paysans, on n'a pas construit une école en plein champ dans laquelle on aurait rassemblé tous les enfants de paysans. Non, on a financé un système de bus permettant aux enfants des campagnes d'être scolarisés avec les enfants des villes, et ensemble de bâtir un avenir commun.

Il s'agit, à la réflexion, d'une véritable aberration que d'avoir voulu scolariser en bas des barres et des tours tous les enfants des barres et des tours !

Et s'il fallait supprimer les collèges dans les quartiers ! La difficulté principale de tous les jeunes acteurs des émeutes, c'est leur manque de mobilité ! Il s'agit d'un véritable handicap pour l'insertion sociale et professionnelle. Ces jeunes passent toute leur scolarité, de 2 à 16 ans, en bas de chez eux. Lorsque plus tard, ils trouvent un emploi qui nécessite un changement de correspondance, ils le laissent filer ! On sait combien la mobilité est aujourd'hui indispensable à l'insertion

tion dans la société moderne. Il y a dans ces quartiers une véritable faillite de l'éducation à la mobilité, et le mode d'établissement de la carte scolaire en est un grand facteur.

Puisque va venir le temps de réfléchir à l'élaboration de la politique de la ville pour les années 2007-2010 (et je me prends à rêver que des groupes de travail comportant des maires de droite et de gauche planchent sur ce sujet, élaborant une politique commune, qui, ainsi, ne deviendrait pas un enjeu électoral !), il faut, je crois, sortir du cadre du "zonage". Tous les dispositifs mis en cause ont été établis selon le principe de zonage, sous-jacent à celui de discrimination positive. Loin d'avoir enrayé la spirale de ghettoïsation, ils l'ont ici ou là renforcée.

L'important aujourd'hui consiste selon moi à établir comme priorité d'action toutes les conditions permettant aux jeunes et aux habitants de sortir de leur quartier, de nouer des rencontres avec les autres habitants de l'agglomération. C'est ainsi que l'on pourra casser le sentiment de rejet, que l'on pourra faire grandir la citoyenneté.

Mais cela implique un véritable changement de stratégie de la Délégation interministérielle à la ville.

Des programmes prometteurs

Le ministre de la Cohésion sociale doit amèrement regretter que le déclenchement des émeutes ait eu lieu avant que les programmes qu'il avait lancés aient pu concrètement être mis en œuvre sur le terrain.

Le programme de l'Agence nationale de rénovation urbaine, qui consiste à remodeler les quartiers, en détruisant des logements sociaux pour en reconstruire, dans la règle d'un pour un, ici et ailleurs, vise à promouvoir une plus grande mixité sociale. Mais un tel programme, qui concerne le bâti, ne peut être efficace que s'il est accompagné d'une véritable politique sociale favorisant la mixité.

Le programme de réussite éducative, inclus dans la loi de cohésion sociale, vise à opérer une synergie des acteurs intervenant auprès de

l'enfant ou de l'adolescent en grande difficulté. Il ne s'agit pas d'un programme territorial, mais centré sur l'analyse des besoins de l'enfant. Il peut ainsi favoriser la mise à distance du quartier.

La mise en place de tels programmes me semble pouvoir préfigurer la politique de la ville de demain... Encore faut-il les développer... n

1. *Enfermer ou éduquer*, Dunod 2004, p. 90-92.
2. *Enfermer ou éduquer*, Dunod 2004, p. 145-147.

Ouvrages

- *Cette prévention dite spécialisée* (Éditions Fleurus, collection pédagogie psychosociale, 1988).
- *La banlieue de l'espoir* (Éditions Don Bosco, 1995).
- *Le jeune, l'éducateur et la loi* (Éditions Don Bosco, 1998).
- *La violence et les jeunes* (Salvator, 1999).
- *Les nouvelles délinquances des jeunes* (Dunod, 2001).
- *Si on parlait de la violence...* (Presses de la Renaissance, 2002).
- *Pratiquer la médiation sociale* (Dunod, 2002).
- *Spiritualité de l'éducation* (Éditions Don Bosco, 2003).
- *Ya plus d'autorité* (Éditions Erès, 2003).
- *Enfermer ou éduquer* (Dunod, 2004).
- *Et si on parlait du suicide des jeunes...* (Presses de la Renaissance, 2004).
- *Mon combat contre la violence* (Bayard, 2005).